

Bureau du coroner

ÉTUDE DES CRÉDITS **2021-2022**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

MAI 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 LES PRINCIPALES RÉALISATIONS (BONS COUPS)

SUJET : LE BUREAU DU CORONER : UN ORGANISME POUR LA VIE

MISE EN CONTEXTE

Le Bureau du coroner (BC), porté par ses valeurs d'empathie, de respect et de rigueur, a pour mission de rechercher de façon indépendante et impartiale les causes et les circonstances des décès survenus par suite de négligence ou dans des circonstances obscures ou violentes, de manière à contribuer à la protection de la vie humaine, à acquérir une meilleure connaissance des phénomènes de mortalité et à faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits. Le Bureau du coroner, comme en témoigne son Plan stratégique 2017-2022, vise à exceller dans l'accomplissement de sa mission en optimisant ses processus d'investigation et d'enquête, en misant sur le développement des compétences de son équipe et en assurant son rayonnement par la mise en valeur du rôle des coroners et la diffusion de ses connaissances sur la prévention des décès.

ÉLÉMENTS D'INTÉRÊT À MENTIONNER

- En 2020, la **pandémie** nous a forcés à nous réinventer et à repenser nos façons de faire. Nos équipes, tant les coroners que les membres du personnel, se sont mobilisées et ont continué à offrir un service de grande qualité, malgré les difficultés et les défis qu'a posés l'adaptation à de toutes nouvelles façons de faire, dont le télétravail à large échelle. Nous saluons notamment l'apport remarquable de nos préposés aux coroners, travailleurs essentiels, qui sont demeurés disponibles pour les coroners, l'équipe, et nos partenaires, jour après jour, malgré les risques inhérents à leur travail.
- Le **projet de loi** ayant pour but d'actualiser la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (LRCCD) de 1986 a été adopté et sanctionné par l'Assemblée nationale en octobre 2020. Les principaux changements touchent la durée du mandat du coroner en chef, du coroner en chef adjoint et des coroners, ainsi que les processus de nomination et de renouvellement. Le projet prévoit également l'accroissement des pouvoirs d'encadrement du coroner en chef, notamment en ce qui concerne le suivi des recommandations, ainsi que plusieurs dispositions destinées à mieux outiller les coroners dans la réalisation de leur mission. Toute l'équipe est à pied d'œuvre afin que nos processus de travail impactés par les nouvelles dispositions de la Loi sur les coroners soient opérationnels lors de l'entrée en vigueur de celle-ci. Également, plusieurs règlements suivront l'entrée en vigueur de la loi, soit les règlements sur la sélection, la nomination et le renouvellement des coroners, sur la rémunération des coroners à temps partiel, sur la formation des coroners et sur l'aide financière aux familles dans le cadre d'une enquête publique faisant aussi l'objet d'une enquête du Bureau des enquêtes indépendantes.
- **Héma-Québec** et le BC ont conclu en 2020 une entente inédite. Depuis la fin du mois de février 2020, une employée d'Héma-Québec est présente dans les locaux du BC afin de cibler des donneurs potentiels parmi les nouveaux avis soumis aux coroners. Héma-Québec peut ensuite communiquer avec les familles de ces défunts avec toute la délicatesse nécessaire afin de solliciter leur consentement pour procéder à des dons de tissus. À noter que l'échange de données personnelles et confidentielles prévu à cette entente a été cautionné par la Commission d'accès à l'information. Un an après la mise sur pied de ce partenariat, Héma-Québec observe une hausse de la proportion de donneurs de tissus humains venant du Bureau du coroner. Du 24 février au 31 décembre 2020, 298 types de tissus prélevés sur 131 donneurs ont bénéficié à 2620 receveurs potentiels estimés. Les résultats sont concluants et ne peuvent que s'améliorer. Une nouvelle agente de liaison est d'ailleurs entrée en poste en avril 2021, afin d'assurer la vigie des dossiers signalés au Bureau du coroner le soir et la fin de semaine. De plus, depuis le début de l'année, des discussions sont en cours avec Transplant Québec pour simplifier les procédures entre les deux organismes et favoriser le plus possible les dons d'organes.

- En matière de prévention, le BC s'implique notamment par le pilotage de plusieurs **comités** ayant pour mission d'étudier des phénomènes de mortalité précis afin de mieux les comprendre et de formuler des recommandations qui permettront de les éviter. Le Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale a publié en décembre 2020 son premier rapport annuel, qui présente un large éventail de recommandations et tient ainsi lieu d'appel à agir ensemble pour prévenir la violence conjugale et sauver des vies. Le Comité sur la mortalité dans les communautés autochtones et inuites, dont les travaux ont débuté au printemps 2020 avec une formation sur la réalité culturelle inuite, concrétise la forte volonté du BC d'engager le dialogue avec ces communautés afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs attentes, tout en faisant connaître davantage le rôle du coroner. Ces travaux se poursuivront après la pandémie, avec une visite au Nunavik. Le Comité d'examen des décès d'enfants poursuit pour sa part ses travaux. L'analyse de certains dossiers a permis de préciser les critères que les coroners pourront utiliser pour mieux déterminer les causes de décès dans les cas d'asphyxies d'enfants. Il déposera sous peu son prochain bilan d'activités. De manière exceptionnelle, ce bilan couvrira une plus grande période de référence que prévu, soit du 1^{er} janvier 2019 au 3 juin 2021, compte tenu de la situation extraordinaire de pandémie qui a prévalu au Québec. Cette situation a notamment forcé l'annulation de plusieurs rencontres au plus fort de la crise sanitaire.
- À l'interne, le Comité sur la **formation**, constitué de coroners et de représentants du personnel, a l'importante mission de coordonner toutes les activités de formation au BC pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'organisation. Dans le contexte de la pandémie, nous avons dû annuler notre colloque annuel, qui constitue en temps normal le principal véhicule de formation continue au sein de notre organisme. Pour pallier ce manque, nous avons mis sur pied des midis-conférences mensuels, auxquels les coroners s'inscrivent sur une base volontaire. Nous avons aussi conclu des ententes avec les Ordres professionnels et les Fédérations de médecins représentant les différents corps de métier des coroners pour s'assurer de répondre à leurs exigences de formation continue. Finalement, nous avons engagé des pourparlers avec l'École nationale de police du Québec pour un accompagnement en matière pédagogique et andragogique dans le but de rehausser la qualité des formations offertes par le BC, notamment la formation initiale des coroners nouvellement nommés. De nouvelles journées de formation en mode virtuel (études de cas en petits groupes de coroners, en présence d'un coroner mentor) ont aussi été créées et génèrent un fort enthousiasme chez les participants. Cette nouvelle formule sera continuée au cours des prochaines années.
- L'année 2020 constitue une année sans précédent au regard du nombre et de l'envergure de nos **enquêtes publiques**, entre autres avec l'ordonnance de l'enquête publique sur les décès de personnes âgées ou vulnérables survenus dans des milieux d'hébergement au cours de la pandémie de COVID-19 et la poursuite de l'enquête thématique sur le suicide et de l'enquête sur le suicide en milieu carcéral. Pour mener à bien ces enquêtes, de nouvelles ressources se sont jointes à l'équipe du BC, notamment au sein de l'équipe juridique.
- Le BC peut maintenant compter sur de nouvelles forces vives puisque, au printemps 2020, **8 nouveaux coroners** ont été nommés par le Conseil des ministres. Ces nominations permettent d'assurer une couverture adéquate de l'ensemble du Québec. Malgré tout, le besoin de recrutement est constant, particulièrement chez les coroners médecins, qui sont actuellement sous-représentés. Afin de rééquilibrer les forces, 13 nouveaux coroners médecins ont été nommés à l'hiver 2021.
- Au cours de la dernière année, le BC a poursuivi ses efforts pour **réduire le délai** entre le moment où le coroner est avisé du décès et celui où son rapport est rendu public. Ainsi, pour 2020, le délai moyen entre la prise d'avis et la diffusion du rapport d'investigation est passé de 11,5 mois à 10,4 mois, soit un mois de moins qu'en 2019. Trois nouvelles ressources se sont également jointes à l'équipe de l'assurance qualité, dans le but de réduire les délais administratifs avant la diffusion des rapports d'investigation des coroners. Finalement, en novembre 2020, nous avons effectué une mise à jour de notre plan stratégique actuel afin d'actualiser certains de nos indicateurs de rendement et cibles relatifs à notre performance organisationnelle. Nous avons ainsi établi la nouvelle cible d'un délai moyen de 9 mois d'ici 2022 pour la diffusion de nos rapports d'investigation à partir de la prise d'avis.

- En plus de contribuer à la recherche, le BC participe à la **vigie** et à la **surveillance** de plusieurs phénomènes de mortalité, par exemple en alimentant le système national de vigie des intoxications aux opioïdes et autres stupéfiants. Il élabore aussi chaque année, conjointement avec l'Institut national de santé publique du Québec, un rapport sur la mortalité par suicide au Québec. Afin d'épauler ses partenaires en santé publique, le BC effectue également des vigies lors d'événements particuliers. Tous ces efforts permettent une meilleure compréhension des phénomènes de mortalité et servent d'assises aux actions de prévention partout en province.
- Dans la foulée de l'adoption de la nouvelle Loi, le BC poursuit ses efforts pour améliorer le **suivi des recommandations** des coroners et établir des canaux de communication avec les principaux destinataires. Le conseiller en prévention est responsable du traitement administratif, de la diffusion et du suivi de toutes les recommandations. Il appuie également les coroners dans la formulation de recommandations efficaces et bien ciblées. Nous avons aussi embauché en début d'année 2021 un analyste en indicateurs de performance, qui est chargé de mettre en place un processus de suivi serré des recommandations et des outils nous permettant une meilleure reddition de comptes basée sur des indicateurs rigoureux de résultats.
- Toujours dans une visée d'amélioration de ses services, le BC mise sur le développement de l'**autopsie par imagerie post-mortem**, un outil diagnostique novateur et efficient qui permet, dans certaines situations, d'éviter l'autopsie conventionnelle et le transport du corps sur de longues distances. Les résultats sont généralement disponibles en moins de 48 heures, ce qui facilite le travail des coroners. Cet examen s'avère également utile lorsque les proches du défunt ont des réticences à l'égard de l'autopsie, pour des motifs religieux par exemple. Le projet pilote qui avait pour but de mieux définir les indications de l'imagerie post-mortem est maintenant complété et les résultats sont très concluants. Le BC travaille de concert avec plusieurs partenaires, dont le MSSS, afin de rendre ce service disponible à l'échelle provinciale. Dans un contexte de rareté des autopsies conventionnelles en période de pandémie de Covid-19, l'utilité de l'imagerie post-mortem a été d'autant plus démontrée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
	Liste des sites		
1	Voyages hors Québec		2
2	Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes		3
3	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites		4
4	Liste des dépenses en publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.)		5
5	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres		6
6	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, organisme ou firme externe		7
7	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les	MSP	
8	Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme		8
9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	MSP	14
10	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme		15
11	Projets de développements informatiques ou de modernisation des systèmes pour l'exercice financier 2019-2020	MSP	
12	Projets de développements informatiques en infonuagique		16
13	Montants de diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais d'alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)		17
14	Montants dépenses reliées à la téléphonie et informatique (téléphonie cellulaire, BlackBerry ou autre type de téléphone intelligent, tablettes électroniques, ordinateurs portables [nombre d'appareils et coûts d'utilisation], etc.)		18
15	Diverses questions sur les ressources humaines		19
16	Questions relatives aux départs à la retraite		30
17	Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes		31
18	Liste des actifs excédentaires inoccupés		32
19	Portrait des actifs excédentaires		33
20	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués		34
21	Pour le cabinet ministériel et les bureaux de circonscription des ministres, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués	MSP	
22	Liste du personnel de cabinet du ministre	MSP	
23	Liste des sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire	MSP	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
24	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère		35
25	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi		36
26	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge		37
27	Fournir le nombre de postes abolis par bureau régional		38
28	Liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions, par mission		39
29	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	MSP	
30	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun		40
31	Liste de tous les abonnements du cabinet ministériel et le coût de chacun	MSP	
32	Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre		41
33	Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)		42
34	Nominations, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs		43
35	Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
36	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	MSP	
37	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation		44
38	Liste des ententes et leur nature signées entre le ministère ou les organismes et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes		45
39	Détail des crédits périmés et reportés et prévisions		46
40	Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics		47
41	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement et les prévisions		48
42	Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement		49
43	Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis		50
44	Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis	MSP	
45	Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat		51
46	Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire		52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
47	Nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique dont le salaire est versé sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée		53
48	Nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels		54
49	Liste des programmes ministériels existants et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020		55
50	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement		56
51	Fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord et prévisions		57
52	Ventilation du budget consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord et prévisions		58
53	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime et prévisions		59
54	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime et prévisions		60
55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert		61
56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles		62
57	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord		63
58	Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique		64
59	Dépenses en informatique	MSP	
60	Masse salariale par catégorie d'emploi		65
61	Taux d'absentéisme par catégorie d'emploi		66
62	Rapports (évaluation, vérification, enquêtes, etc.), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés		67
63	Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle		68
64	Liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de négociations importantes		69
65	Rencontre d'accueil de dignitaires étrangers au Québec		70
66	Sondages d'opinion réalisés par le ministère ou les organismes		71
67	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées		72
68	Sommes dépensées et actions réalisées dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec		73
69	Transfert d'emplois gouvernementaux en région		74
70	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes		75
71	Sommes dépensées et actions réalisées visant la protection des renseignements personnels		76
72	Sommes dépensées et actions réalisées dans le cadre de la Politique culturelle du Québec		77

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
73	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.		78
74	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).		79
75	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».		80
76	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».		81
77	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.		82
78	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».		83
79	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».		84
80	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.		85
81	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action pour la main d'oeuvre		86
82	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».		87
83	Sommes dépensées actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.		88
84	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025		89
85	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030		90
86	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025		91
87	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023		92
88	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat - Oser entreprendre 2017-2022		93
89	Sommes dépensées et actions au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022		94
90	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027		95
91	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026		96
92	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021		97
93	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030		98
94	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie québécoise du développement de l'aluminium 2015-2025		99
95	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023		100
96	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020		101

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
97	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030		102
98	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020		103
99	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030		104
100	Sommes dépensées et actions réalisées au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec		105
101	Action, note ou analyse réalisées au sujet de la conciliation travail-famille.		106
102	Action, note ou analyse réalisées en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)		107
103	Action, note ou analyse réalisées au sujet de l'électrification des transports.		108
104	Action, note ou analyse réalisées au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.		109
105	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		110
106	Coût des primes COVID-19 accordées		111
107	Mises à pieds et non renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19		112
108	Sommes dépensées au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail		113
109	Sommes dépensées en matière de sécurité informatique		114
110	Sommes dépensées pour l'acquisition de service de vidéo-conférence		115
111	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		116
112	Absentéisme au travail pour cause de quarantaine ou en retrait préventif lié à la COVID-19		117
113	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		118
114	Achat de matériel de protection individuel		119
115	Entretien ménager et désinfection des locaux		120
116	Avis reçus de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de la santé publique du Québec ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19		121
117	Coût de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST et les recommandations effectuées		122
118	Plaintes reçues en lien avec la pandémie de COVID-19		123
119	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau		124
120	Contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant, comme prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics		125
121	Liste des contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique		130

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
122	Contrats octroyés par un cabinet ministériel		131
123	Informations concernant les demandes d'accès à l'information		132
124	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes		133
125	Ententes de confidentialité et liste des partenaires engagés dans ces ententes (préparation des projets de loi, politiques, stratégies ou consultations gouvernementales)		137
126	Divulgations d'actes répréhensibles		138
127	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021?; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.		139
128	Montants alloués à la rémunération des stages depuis 2016.		140
129	Description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région		141
130	Liste des actions effectuées dans le ministère ou organisme en lien avec le PACC 2020		142
131	Liste des rencontres avec des représentants autochtones		143
132	Liste des analyses différenciées selon les sexe (ADS+)		144

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieurs à l'exception des réponses aux sous-questions f), g), h), i), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 mai 2021.1

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	COÛT (\$)
Aucun			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021:

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)* à l'exception des réponses aux sous-questions d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 mai 2021.¹

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
Entre le 2020-05-25 et le 2020-05-29	Frais d'annulation d'un voyage au Nunavik en raison des mesures sanitaires reliées à la pandémie pour rencontrer différents acteurs clés de la communauté dans le but d'établir des ponts avec ceux-ci et de démarrer les travaux du Comité d'examen des décès de personnes autochtones et inuites.	25 mai 2020, Montréal - Puvirmituq 27 mai 2020, Puvirmituq – Kuujjuak 29 mai 2020, Kuujjuak -Québec	676

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2020-2021:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Les informations relatives au 4^e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 mai 2021.¹

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Aucune			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 4 : Liste des dépenses en publicité effectuées spécifiquement sur internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions 2021-2022;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun sur invitation ou contrat négocié;**
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;**
- e) le but visé par chaque dépense;**
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.**

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions d) et f) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Les informations relatives au 4e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 avril 2021.¹

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Aucune			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Dépenses au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 5 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) en indiquant:

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événements;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événements;**
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.**

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse relative au dossier de M. Hugo St-Onge (30 juillet 2020)	Ville de Lévis	181
Conférence de presse	Cette conférence a été annulée et reportée pour des raisons de logistique.	Immeuble 2875 Laurier inc.	40

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l'organisme, un professionnel ou une firme externe en indiquant:
a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur à l'exception des réponses aux sous-questions c) et f) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 mai 2021.¹

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
Aucune			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;**
- c) le détail des travaux ou services effectués;**
- d) la date d'octroi du contrat;**
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
- f) l'échéancier;**
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Air Inuit	Gré à gré	Transport de cadavres par avion	14 156
Centre funéraire coopératif du Granit	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	6 500
Centre funéraire coopératif région de Coaticook	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	8 000
Centre funéraire Jacques & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 300
Centre de santé et de services sociaux de Beauce (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	1 555
Centre de santé et de services sociaux de Lac-St-Jean-Est (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	7 750

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	2 871
Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	4 208
Centre hospitalier Universitaire de Montréal (CHUM)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	4 620
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Estrie - CHUS	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	2 500
Centre intégré de santé et de services sociaux Mauricie-Centre-du-Québec	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	2 359
Complexe funéraire Charron & Lamoureux inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	18 250

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;**
- c) le détail des travaux ou services effectués;**
- d) la date d'octroi du contrat;**
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
- f) l'échéancier;**
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Coopérative funéraire de l'Abitibi-Témiscamingue	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	16 500
Coopérative funéraire de l'Estrie, (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	7 400
Denis Musique	Gré à gré	Système audio pour conférences de presse	2 186
D ^r Martin Laliberté	Gré à gré	Support aux coroners en matière de toxicologie post-mortem	20 100
Enveloppes Concept inc.	Gré à gré	Enveloppes différents formats	2 759
Éric Lépine Avocat inc.	Gré à gré	Évaluation du contrat de procureur dans une enquête publique du Bureau du coroner	1 500

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;**
- c) le détail des travaux ou services effectués;**
- d) la date d'octroi du contrat;**
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
- f) l'échéancier;**
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Hôpital Sainte-Justine	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	4 620
Hôtel-Dieu d'Arthabaska	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	2 523
Hôtel-Dieu de Lévis	Gré à gré	Expertise TDM Post Mortem	12 320
Lucien Charron & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	4 800
Léo Paul Ledoux (Magog) inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	4 300
Lépine-Cloutier/Complexe La Souvenance-Cimetière/Athos	Gré à gré	Inhumation	1 093
Maison Edgar Mallet inc. (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	14 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;**
- c) le détail des travaux ou services effectués;**
- d) la date d'octroi du contrat;**
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**
- f) l'échéancier;**
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Maison funéraire Porlier inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	3 500
Maison funéraire Shields Berthiaume inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	11 000
Maison L.J.G. Mallet inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	25 000
Maison Roy & Giguère inc., (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 600
Nation Naskapi de Kawawachikamach	Gré à gré	Transport de cadavres par avion	4 269
Pro-Actif	Gré à gré	Services de conception graphique et montage	2 600
Purolator inc.	Entente gouvernementale	Services de messagerie	9 278

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Réal Desrochers inc. (Résidences funéraires Fréchette)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	15 250
Résidence funéraire Bessette & Fils inc. #300428	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	14 500
Telus Communications inc.	Entente gouvernementale	Services de téléphonie cellulaire	3 474
Vidéotron ltée	Gré à gré	Services de câblodistribution	1 018
W.J. Hayes & Fils Ltée	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	17 500

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 9 : Liste détaillée de tous les appels d'offres publics de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

OBJET DE LA SOUMISSION	NOM DES SOUMISSIONNAIRES	COÛT (\$)
Aucun		-

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 10 : La liste des consultants externes intégrés (nombre de personne) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 : Projets de développement informatique en infonuagique

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	% RÉALISATION	MONTANT INITIAL PRÉVU (k\$)	ESTIMÉ RÉCENT DES COÛTS (k\$)	SOMMES 2020-2021 (k\$)	SOMMES TOTALES ACTUELLES (k\$)	RÉALISATION D'UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ SUR L'USAGE DE LOGICIELS LIBRES	NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES
Veuillez vous référer à la réponse à la question 11.								

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 13 : Montants pour l'année 2020-2021, de diverses dépenses.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie	0
Mobilier de bureau et ameublement	4 060
Décoration et embellissement	0
Distributeur d'eau de source	0
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas	20 052
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement	9 987
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 14 : Montants, pour l'année 2020-2021, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.¹ Site internet: <https://www.coroner.gouv.qc.ca/>

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coût d'acquisition des cellulaires, des iPad ou autre type de tablettes électroniques	-
Coût d'utilisation des appareils	239
Coût des contrats téléphoniques	3 164
Coûts de frais d'itinérance	25
Coût lié aux dépassements des forfaits de données	47
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2020-2021

CATÉGORIE D'EMPLOI	MASCULIN			FÉMININ			PERSONNES HANDICAPÉES			ANGLOPHONES			AUTOCHTONES			COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%
CADRES	0	2	0,00	0	1	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
PROFESSIONNELS	0	5	14,29	1	7	22,86	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	1	2,86
FONCTIONNAIRES	0	3	8,57	1	15	45,71	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	1	2,86
AGENTS DE LA PAIX	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
OUVRIERS	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
Total	0	10		2	23		0	0		0	0		0	0		0	2	
% par rapport à l'effectif total	0,00	28,57	28,57	5,71	65,71	71,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,71	5,71

Les cadres incluent les présidents, membres et dirigeants d'organismes ainsi que la haute direction du ministère.

Exclus les étudiants et les stagiaires et les titulaires d'emploi supérieurs.

Une même personne peut être classée dans plus d'une catégorie.

Inclus les employés réguliers seulement

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 C), E) ET F) : Congés de maladie / heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2020-2021

Catégorie d'emploi	Nombre total de jours de congés de maladie pris par le personnel	Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées			Le coût moyen par employé, selon la classe (\$)	Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
		Payées	Compensées	Total		
Cadres	2	-	-	-	-	14
Professionnels	16	562	33	595	1 990	214
PBTA	37	911	230	1 141	1 023	390
Agents de la paix	-					
Ouvriers	-					
Aucune catégorie	4	1	1	2	9	-
TOTAL	59	1 475	263	1 738	1 242	618

Aucune catégorie inclut les étudiants et les stagiaires

Exclus les titulaires d'emploi supérieurs

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 D) Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres	1	1	0	0	15 082
Professionnels	7	6	1	2	201 093
PBTA	17	19	1	0	108 180
Agents de la paix	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0
Aucune catégorie	0	0	0	0	0

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires.
Exclus les titulaires d'emploi supérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 G) Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres	0	1	1	0	45 400
Professionnels	10	6	0	0	39 617
PBTA	26	11	0	0	37 881
Agents de la paix	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0
Aucune catégorie	0	0	0	0	0

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires.

Exclus les titulaires d'emploi supérieurs.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 H) I) N) O) P) : Diverses informations sur les ressources humaines

H) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I) Nombre de personnes et répartition par catégories d'emploi qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

N) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P) Le nombre de départs volontaires ventilés par raison du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 J): Évolution des effectifs réguliers par leur territoire habituel de travail

Ministères/Organismes	Régions administratives	Février 2021
	01-Bas-Saint-Laurent	
	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	
	03-Capitale-Nationale	28
	04-Mauricie	
	05-Estrie	
	06-Montréal	6
	07-Outaouais	
	08-Abitibi-Témiscamingue	
	09-Côte-Nord	
	10- Nord-du-Québec	
	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
	12-Chaudière-Appalaches	
	13-Laval	
	14-Lanaudière	
	15-Laurentides	
	16-Montérégie	
	17-Centre-du-Québec	
Total		34

Exclus les titulaires d'emploi supérieurs

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 K) : Évolution du nombre d'emplois professionnels de complexité supérieure

Organisme	28 février 2021
Bureau du coroner	1

Les données visent les postes. Ces chiffres excluent les avocats, les notaires et les médecins.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 L) : Nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement supérieur² à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Organismes	Février 2021
Bureau du coroner	Aucun

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Traitement supérieur correspond aux employés étant hors échelle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 M) : Nombre d'individus par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Nombre d'individus pour l'ensemble de l'organisme vs tous les statuts d'emploi au 2021-02-28								
Région	Haute direction ¹	Cadre supérieur	Professionnel	Technicien	Personnel de bureau	Agent de la paix	Ouvrier	Total
Bas-St-Laurent								0
Saguenay-Lac-Saint-Jean								0
Capitale-Nationale	4	1	13	10	4			32
Mauricie								0
Estrie								0
Montréal	3	1	0	1	4			9
Outaouais								0
Abitibi-Témiscamingue								0
Côte-Nord								0
Nord-du-Québec								0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								0
Chaudière-Appalaches								0
Laval								0
Lanaudière								0
Laurentides								0
Montérégie								0
Centre-du-Québec								0
TOTAL	7	2	13	11	8	0	0	41

Les données incluent les employés réguliers assujettis à la LFP

¹ Inclus les titulaires d'un emploi supérieur assujetti à une autre loi ou entente spéciale

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 Q) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Aucun.

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 R) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 S) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'année 2020-2021, le nombre de postes vacants ventilés par région

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	1
Mauricie	
Estrie	
Montréal	3
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montérégie	
Centre-du-Québec	
TOTAL	4

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 16 : Nombre de départs à la retraite en 2020-2021, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de départs à la retraite prévus en 2021-2022, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2020-2021 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	S.O.
B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	1
C - Nombre de départs à la retraite prévus en 2021-2022 : Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).	S.O.
D - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats ¹	0

¹Exclut les membres de la haute direction, les étudiants, les stagiaires, les animateurs de pastorale et les employés nommés avec le statut temporaire à la fin de leur contrat occasionnel. Exclut également les contrats de services professionnels.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 17: Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes en 2020-2021 en indiquant:

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*. Les informations relatives au 4e trimestre de 2020-2021 seront disponibles le 15 mai 2021.¹

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Durée du bail	Coût de résiliation	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2020 (\$)*
Services spécialisés et bureau	1701, rue Parthenais	Montréal	Société québécoise des infrastructures	1 018,74	27 026	Indéterminée	Aucun	221
Services spécialisés	1665, boulevard Wilfrid-Hamel	Québec	Société québécoise des infrastructures	358,47	6 294	Indéterminée	Aucun	8210
Bureau	2875, boulevard Laurier	Québec	Société québécoise des infrastructures	919,56	22 086	5 ans	Aucun	0

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 18 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 19 : Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Veillez vous référer à la réponse de la question 18.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 20 : Pour la direction générale et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux effectués dans les espaces occupés incluant:

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 24 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date et l'assignation et la fin;**
- f) les prévisions 2021-2022.**

Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 25 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi en indiquant:

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel;**
- d) la date de la mise en disponibilité.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 26 : Nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en 2020-2021 en précisant la ou les raisons et en ventilant:
a) par catégorie d'emploi;
b) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 27 : Fournir le nombre de postes abolis par bureau régional.

Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 28 : Liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Veillez référer à la réponse à la question 15j.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 30 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement:
a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	35
Accès à l'information - Loi annotée	Thomson Reuters Canada Limitée	460
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Wolters Kluwer Canada Limited	271
Accès AZIMUT	SOQUIJ	405
Code civil du Québec	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	87
Code de procédure civile	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	87
L'Express Travail	SOQUIJ	700
Rx Vigilance Web	Vigilance Santé	520
Trousse des professionnels en accès à l'information et protection des renseignements personnels	Association sur l'accès et la protection de l'information	680

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 32 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 33 :	<p>Détails pour chaque site Internet de l'organisme en indiquant:</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte;</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site;</p> <p>g) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>h) le responsable du contenu du site;</p> <p>i) les noms de domaines réservés;</p> <p>j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</p>
----------------------	---

Site du Bureau du Coroner: Les réponses aux sous-questions f), g), h) et i) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Veillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021.
Coûts de la construction du site	Veillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement sont inclus dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique. L'entretien et la mise à jour du site sont assurés par le ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Veillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021. Ce site n'a nécessité aucun changement en 2020-2021.
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Les coûts liés à la réservation de noms de domaine sont assumés par le ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 34 : Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs en indiquant:

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

Veillez vous référer à la réponse à la question 8.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 37 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 38 : Liste des ententes et leur nature signées en 2020-2021 entre le ministère ou les organismes et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 39 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 40 : Inventaire complet des services tarifés, le coût unitaire, les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc) pour les trois dernières années et les projections pour 2021-2022.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 41 : Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 42 : Sommes reçues en 2020-2021 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\\$)
Aucune	-

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 43 : Montant total et ventilation par catégories d'emplois des primes au rendement et des bonis

	MONTANT REÇU (\$)
Aucun.	-

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 45 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat.

	MONTANT REÇU (\$)
Aucune.	-

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 46 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 47 : Pour 2020-2021, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 48 : Pour 2020-2021, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 49 : Coûts de reconduction des programmes existants: liste exhaustive des programmes existants à la fin de l'année 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 50 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 51 : Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 52 : Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 53 : Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 54 : Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 55: Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 56 : Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 57 : Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 58 : Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	RAISON	COÛTS (\$)
DS Avocats Canada S.E.N.C.R.L.	Représenter le Bureau du coroner dans le cadre d'un appel de jugement	Mandat de courte durée. Avocats du Bureau du coroner non disponibles et expertise spécifique recherchée.	Contrat conclu à 40 000 (toujours en cours)
Éric Lépine Avocat inc.	Préparation et évaluation des coûts de ses services à titre de procureur d'une enquête publique	Plusieurs enquêtes publiques en cours. Services d'un procureur additionnel requis pour une durée de temps limitée.	1 500
Éric Lépine Avocat inc.	Agir à titre de procureur du Bureau du coroner dans le cadre d'une enquête publique	Plusieurs enquêtes publiques en cours. Services d'un procureur additionnel requis pour une durée de temps limitée.	Contrat conclu à 66 000 (toujours en cours)
Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Agir à titre de procureur du Bureau du coroner dans le cadre d'une enquête publique	Plusieurs enquêtes publiques en cours. Services d'un procureur additionnel requis pour une durée de temps limitée.	183 951

Données au 28 février 2021.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 60 : Pour 2020-2021, la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 61 : Pour 2020-2021, fournir le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 62 : Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun: a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 63 : Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2020-2021
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)	5
Barreau du Québec	9
DÉPENSE TOTALE (\$)	15 541

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 64 : La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou l'organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 65 : Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les participants; d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 66 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.

FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
Veillez vous référer à la réponse à la question particulière QP1-009.	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 67 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;**
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;	0
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	0

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 71 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 72 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

ACTIONS RÉALISÉES	COÛTS (\$)
Aucune	-

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 73 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 74 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 75 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 76 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, «Prévenir, réduire et traiter».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 77 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 78 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 79 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 80 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 81 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 82 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 83 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 84 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 85 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 86 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 87 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 88 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 89 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 90 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 91 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 92 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 93 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 94 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 95 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 96 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 97 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 98 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 99 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 100 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 101 : Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 102 : Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 103 : Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 104 : Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 105 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;**
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;**
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 106 : Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 107 : Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 108 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 109 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 110 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;**
- b) Nom du fournisseur ;**
- c) Montant déboursé.**

Veillez vous référer à la réponse de la question 8.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 111 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Montant total :	1 586
-----------------	-------

Données en date du 2021-03-26

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 112 : Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 113 :	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :</p> <p>a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>
-----------------------	--

Nom du fournisseur	Catégorie	Montant dépensé
Careau, Paul	Psychologue	360
Déziel, Geneviève	Psychologue	275
Madore, Marielle	Psychologue	300
Michaud, Isabelle	Psychothérapeute	50
Perreault, Annie	Psychologue	200
Voyer, Marlène	Psychologue	138

Sommes dépensées	1 323
------------------	-------

Note : Données au 28 février 2021. Source : SAGIR.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 114 :	<p>Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :</p> <p>a) Total des dépenses réalisées;</p> <p>b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);</p> <p>c) Liste des fournisseurs retenus;</p> <p>d) Coûts d'installation;</p> <p>e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;</p> <p>f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.</p>
-----------------------	--

Total des dépenses	Type de matériel de protection acquis	Liste des fournisseurs retenus	Coûts d'installation	Contrat de gré à gré
15 035	Chaussures de travail, combinaisons Tyvek, couvre-chaussure, filtre pour respirateur 7500, gants, gels, lingettes désinfectantes, masques chirurgicaux, respirateur demi-masque 7500 (avec filtre), tablier de plastique.	Chaussure Belmont, Dufort et Lavigne, Fournitures JCR, Hamster (Novexco), Magasin Latulippe, Messer, Sani Marc, Tenaquip, Travex, VTO.	Le coût d'installation des casiers à la morgue de Montréal pour le rangement des équipements de protection individuels est inclus dans le total des dépenses réalisées.	aucun

Note: Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 115 : Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;**
- b) Le nom des fournisseurs retenus;**
- c) La liste des contrats.**

Aucune dépense.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 116 : Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 117 : Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 118 : Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 119 : Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 120:	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.</p>
----------------------	--

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT DU CONTRAT (\$)
Centres funéraires Grégoire & Desrochers inc. (Les)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 17	Gré à gré	58 000
Coopérative funéraire de Chicoutimi	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 02	Gré à gré	44 000
Coopérative funéraire de l'Outaouais	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 07	Gré à gré	158 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 120:			
<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.</p>			
Coopérative funéraire Haute-Côte-Nord-Manicouagan (La)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 09	Gré à gré	32 000
Entreprises G.M. Mallet inc. (Les)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 09	Gré à gré	30 000
Groupe Garneau Thanatologue Inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 12	Gré à gré	33 200
HG Division inc. (La Maison funéraire Harris Gleeton)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 11	Gré à gré	46 700
L. Gaston Gaudet inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 17	Gré à gré	33 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 120:			
<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.</p>			
Maison funéraire Beaudry & Fils inc. (Résidence funéraire du Nord)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 10	Gré à gré	38 000
Maison funéraire Hébert & Fils Enr.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 02	Gré à gré	32 400
Maison funéraire Santerre & Fils inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 11	Gré à gré	27 300
Maison Gamache & Nadeau Ltée	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 12	Gré à gré	26 000
Maison L.J.G. Mallet inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 09	Gré à gré	25 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 120:		Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:	
		a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre;	
		b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;	
		c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre;	
		d) le montant accordé;	
		e) les motifs de la demande.	
Maison Roy & Giguère inc. (La)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 12	Gré à gré	40 700
M ^e Éric Lépine	Agir à titre de procureur du Bureau du coroner dans le cadre d'une enquête publique	Gré à gré	66 000
Mémorial Arbor Inc. (Complexe funéraire J.D. Garneau)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 04	Gré à gré	62 700
Norton Rose Fullbright Canada, S.E.N.C.R.L., s.r.l. (M ^e Marie Cossette)	Agir à titre de procureur du Bureau du coroner dans le cadre d'une enquête publique	Gré à gré	183 951
Repos Saint-François d'Assise (Le)	Inhumation	Appel d'offres	290 500

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 120:			
<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.</p>			
Résidences funéraires Steve L. Elkas inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 05	Gré à gré	90 000
Salon funéraire McConnery inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 07	Gré à gré	45 000
Service funéraire Coopératif Drummond (J.N. Donais)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 17	Gré à gré	45 000

Données au 28 février 2021

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 121 : Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le coût;**
- d) l'état de prestation des services;**
- e) l'échéancier.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 122 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 123 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 en indiquant:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus;**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 124 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

COMITÉ	PERSONNES	MANDAT	HONORAIRES VERSÉS
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	M. Daniel Bellemare, Mme Nathalie Bissonnette, Mme Hélène Cadrin, Mme Josianne Cantin, Mme Marie-Claude Côté, Mme Myriam Dubé, Mme Annick Dumont, Mme Stéphanie Gamache, Mme Lucie Hénault, Mme Julie Laforest, Mme Isabelle Legault, Mme Claudia Lévesque, M. Julien Lévesque, Mme Valérie Meunier, Mme Marie-Christine Michaud, Mme Manon Monastesse, M. Paul-André Perron, Mme Maud Pontel, Mme Louise Riendeau, Mme Jennifer Savard, Mme Denise Tremblay.	Étudier les décès survenus au Québec dans un contexte de violence conjugale afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissances entre les divers intervenants.	13 859
Comité permanent sur la formation	Mme Hélène Carbonneau, M. Martin Clavet, Mme Pascale Descary, Mme Christine Gagné, Mme Stéphanie Gamache, Mme Geneviève LeBlanc, Mme Catherine Marcoux, Mme Sophie Régnière, Mme Majorie Elisabeth Talbot.	Comité mandaté par la coroner en chef pour donner son avis aux gestionnaires sur toute question relative à la formation des coroners et du personnel, il est responsable de suggérer et de mettre en oeuvre les différentes activités de formation qui donnent des résultats concrets dans l'accomplissement du travail et le développement des personnes.	421

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 124 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité scientifique	Mme Audrey Beauchamp-Doré, Mme Pascale Boulay, M. Martin Clavet, M. Yann Dazé, Mme Catherine Lavallée, M. Pascal Mireault, Mme Renée Roussel.	Dans le cadre de l'entente de services en matière de toxicologie post-mortem conclue entre le Bureau du coroner et le Laboratoire de science judiciaire et de médecine légale (LSJML), le comité doit s'assurer de l'évolution de l'expertise du Laboratoire en fonction des besoins émergents en santé publique.	409
Comité d'examen des décès d'enfants	Mme Éliane Beaulieu, Mme Caroline Brown, M. Yann Dazé, M. Gino Dufour, M. Marc-André Dugas, M. Mathieu Gagné, M. Jessie Houle, Mme Géhane Kamel, Mme Catherine Marcoux, M. Paul-André Perron, Mme Mélanie Provencher, M. Donald Simpson, M. Jean-François Turcotte.	Étudier les cas de décès d'enfants qui ont fait l'objet d'un avis au coroner afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissances entre les divers intervenants.	260
Comité permanent sur la mortalité des personnes autochtones et inuites	Mme Géhane Kamel, M. Éric Lépine, M. Paul-André Perron, M. Steeve Poisson, Mme Geneviève Thériault.	Comité multipartite ayant pour but d'engager le dialogue avec les communautés autochtones et inuites et de mieux comprendre leurs besoins et leurs attentes. Il se penchera, dans un premier temps, sur la mortalité par suicide des personnes inuites du Nunavik dans une perspective de prévention de ces décès et de protection de la vie humaine.	4 216

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 124 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité des utilisateurs de GECCO	Mme Christine Gagné, Mme Katleen Gélinas, M. Dominic Leclerc, M. Luc Malouin.	Établir comment les améliorations à faire doivent fonctionner pour les coroners dans GECCO.	427
Comité formulaires	Mme Hélène Carbonneau, Mme Kathleen Gélinas, Mme Nathalie Lefebvre, M. Luc Malouin, Mme Catherine Marcoux,.	Se pencher sur les différents formulaires existants dans GECCO, procéder à leur modification au besoin ou à l'ajout de nouveaux formulaires à la suite de modifications dans les procédures du Bureau.	100
Comité Mentorat	M. Pierre Bélisle, M. Jean Brochu, M. Martin Clavet, Mme Andrée Kronström, M. Luc Malouin, M. Gilles Sainton.	Équipe de mentors dont le rôle est d'aider les coroners, à leur demande, à rédiger leur rapport conformément au guide de rédaction et d'en ajuster le contenu avant l'étape du contrôle de la qualité et permettre ainsi d'éviter des délais supplémentaires.	16 673

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 124 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité Relecture	Mme Stéphanie Bleau, M. Martin Clavet, Mme Andrée Kronström, Mme Geneviève LeBlanc, M. Louis Normandin, M. Pierre Patry, Mme Sophie Régnière.	Agir en amont, par la relecture d'un rapport d'investigation ou d'enquête, alors que les coroners ont encore tout le dossier en leur possession. Cette approche vise à la fois l'amélioration de la qualité des rapports d'investigation et la réduction de nos délais.	3 040
------------------	---	---	-------

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 125 : Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 126 : Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 127 : Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Veillez vous référer à la réponse à la question QG-15 m.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 128 : Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages en 2020-2021.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
- b) Heures de stages effectués;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	0
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	-

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 129 : Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;**
- b) le type de véhicules;**
- c) le nombre de véhicules hybrides;**
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;**
- e) le nombre de véhicules électriques.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 130 : Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
a) les sommes dépensées pour chaque action;
b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 131 : Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 132 : Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

